

- CONFIDENTIEL -

M. Ban Ki-Moon
Secrétaire général
Nations unies
New York, NY 10017 – Etats-Unis

New York, le 1^{er} décembre 2010

Objet: Evaluation conjointe en République démocratique du Congo (RDC)

Monsieur le Secrétaire général,

Nos 64 organisations souhaitent par la présente vous faire part de recommandations visant à améliorer les évaluations conjointes actuellement conduites par le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et la Mission des Nations unies pour la Stabilisation de la RDC (MONUSCO). Il est en effet crucial que le processus d'évaluation conjointe reflète avec exactitude les réalités de la situation sécuritaire sur le terrain en RDC, afin de garantir une configuration optimale de la MONUSCO lui permettant d'exécuter son mandat, avec une attention particulière portée à la protection des civils.

La résolution 1925 du Conseil de sécurité a établi que toute reconfiguration future de la MONUSCO serait déterminée par « l'évolution de la situation sur le terrain » en fonction de 3 indicateurs clés : réduire le plus possible la menace que constituent les groupes armés ; améliorer la capacité des forces de sécurité de la RDC pour protéger les civils ; et renforcer l'autorité non-militaire de l'Etat. Nous comprenons que les conclusions préliminaires des évaluations conjointes, déterminées sur la base de ces 3 indicateurs, figureront dans votre rapport au Conseil de sécurité en janvier 2011.

S'agissant du premier des trois cycles d'évaluation conjointe prévus, nous apprécions les efforts de la MONUSCO pour établir une méthodologie claire et compréhensible sur la base des vagues indicateurs formulés dans la résolution 1925. Nous reconnaissons également les efforts significatifs qui ont été investis en visitant 55 sites à travers la RDC. Toutefois, nous sommes vivement préoccupés de ce que les évaluations conjointes ont parfois exclu des acteurs essentiels dont les contributions sont importantes pour obtenir une description exhaustive des réalités du terrain, tels que la société civile locale et les membres des communautés. De plus, les évaluations ont souvent été menées trop rapidement, sans prévoir le temps nécessaire à une consultation suffisante des communautés locales qui permettrait de recueillir davantage qu'une analyse superficielle. Sur certains sites, seuls les chefs ou administrateurs locaux ont été consultés, retirant aux citoyens ordinaires la possibilité de faire entendre leur voix. Par ailleurs, certaines communautés ont pu se trouver gênées de répondre avec précision aux questions posées en présence d'officiels de l'armée, de la police ou des renseignements congolais. Enfin, nous sommes préoccupés par des rapports indiquant que le gouvernement central de la RDC a contraint des officiels locaux dans certaines zones à changer les données qu'ils avaient collectées, afin de produire une évaluation plus positive.

Recommandations en vue d'améliorer les évaluations conjointes

Nous vous demandons de mettre en œuvre les étapes ci-dessous afin d'améliorer la façon dont les évaluations conjointes seront conduites au cours de la seconde et de la troisième phase :

- Les données obtenues lors d'évaluations ayant fait l'objet des déficiences mentionnées ci-dessus devraient être révisées et complétées à l'aide d'informations et d'analyses plus approfondies, en particulier sur les questions humanitaires et de protection.
- Les membres des communautés (femmes et hommes, personnes déplacées et communautés d'accueil, ainsi que les différents groupes ethniques présents) devraient être systématiquement consultés dans le cadre du processus d'évaluation conjointe. Les bonnes pratiques – reconnues comme telles – devraient être mises en œuvre afin de donner l'opportunité à tous les groupes de s'exprimer librement, notamment en interrogeant séparément les hommes et les femmes, en l'absence des forces de sécurité, et avec des garanties de confidentialité.
- Les communautés à consulter devraient être sélectionnées de façon à garantir la représentation d'un large éventail des intérêts des communautés.
- La société civile locale, les ONG, l'Equipe-pays humanitaire et l'Equipe-pays des Nations unies devraient systématiquement être consultées dans le cadre des évaluations conjointes au niveau local/provincial.
- Les membres de l'Equipe-pays des Nations unies participant aux évaluations conjointes devraient également se voir octroyer l'opportunité de présenter leur analyse en termes de situation humanitaire et de protection, et cette analyse devrait être pleinement prise en compte dans l'évaluation générale.
- Les évaluations devraient être planifiées de façon à prévoir le temps nécessaire pour consulter toutes les parties dans chaque lieu quant à leur analyse de la situation.
- Il devrait être très clairement établi, vis-à-vis du gouvernement de la RDC, que les Nations unies ne tolèreront aucune tentative de modifier les informations collectées durant les évaluations.

Les évaluations conjointes ont donné lieu à d'importantes réactions de la part des communautés quant au rôle précieux joué par la MONUSCO. Nous sommes confiants que la mise en œuvre des recommandations ci-dessus contribuera à garantir un processus d'évaluation conjointe plus efficace. Nous vous demandons d'utiliser des rapports d'évaluation conjointe basés sur des informations fiables recueillies auprès des communautés pour reconfigurer la MONUSCO, de façon à optimiser la répartition de ses ressources limitées.

Enfin, en plus d'une évaluation conjointe minutieuse et efficace, il demeure essentiel que la MONUSCO améliore ses rapports concernant les questions liées à la protection des civils. Nous vous demandons d'inclure dans les rapports réguliers du Secrétaire général des données claires sur le déplacement des populations ainsi que sur les civils tués, violés, blessés, déplacés ou recrutés de force, et d'y détailler les actions entreprises en réponse à ces menaces.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de nos salutations distinguées.

Représentants des 64 organisations non gouvernementales suivantes :

- Organisations de République démocratique du Congo

AADH ; Action de Promotion et d'Assistance pour l'Amélioration du Niveau de Vie des Population (APANAVIP) ; Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture au Nord Kivu (ACAT/Nord Kivu) ; Action Globale pour la promotion Sociale et la Paix ; AHDI ; Appuis aux Femmes Diminuées et Enfants Marginalisés (AFEDEM) ; APROSEM ; ASADHO ; Association des femmes ménagères pour le développement des personnes de 3^e âge (AFEMED) ; Association des Volontaires au Congo (ASVOCO) ; ASSODIP ; Blessed Aid ; CAFED ; Campagne pour la Paix ; Centre d'Appui pour le Développement Rural Communautaire (CADERCO) ; Centre de Promotion Socio-Sanitaire (CEPROSSAN) ; Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO) ; Centre d'Observation des Droits de l'Homme et d'Assistance Sociale (CODHAS) ; Centre pour la Paix et le Droits de l'Homme (CPDH) ; Coalition pour Mettre Fin à l'Utilisation des Enfants Soldats ; Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo (COJESKI) – Kinshasa ; Conseil Régional des Organisations non Gouvernementales de Développement (CRONGD) - Nord Kivu ; Département Femme et Famille (DFF)/Eglise du Christ au Congo (ECC) - Nord Kivu ; Fondation Mères Enfants (FME) ; Fondation Point de Vue des Jeunes Africains pour le Développement (FPJAD) ; Groupe Ironnelle ; Groupe Lotus ; Initiative Congolaise pour la Justice et Paix (ICJP) ; La Solidarité pour la Promotion Sociale et la Paix (SOPROP) ; l'Action Sociale pour la Paix et le Développement (ASPD) ; Les Héritiers de la Justice ; Ligue des Electeurs ; Ligue des Jeunes des Grands Lacs ; Marche Mondiale des Femmes ; Mouvement Congolais des Jeunes pour le Développement ; Mouvement des Assistance Sociaux (MAS) ; Promotion de la Démocratie et de Protection des Droits Humains (PDH) ; Réseau des Associations des Droits de l'Homme (RADHOSKI) - Sud Kivu ; Réseau d'Initiatives locales pour le Développement durable (REID) ; Réseau Provincial des Organisations de Défense des Droits de l'Homme au Congo (REPRODHOC) ; Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) - Baraka, Sud Kivu ; Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) ; Synergie des Femmes pour les violences Sexuelles (SFVS) ; Union d'Actions pour les Initiatives du Développement (UAID) ; Union de Familles pour la Recherche de la Paix (UFAREP) ; Union des jeunes ressortissant du Sud-Kivu pour le développement (UJRSD) ; Village Cobaye (VICO) ; Voix de sans Voix ni Liberté (VOVOLIB).

- Organisations internationales

Aide Médicale Internationale (AMI) ; Bonn International Centre for Conversion (BICC) ; CAFOD ; Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ; Global Center for the Responsibility to Protect (GCR2P) ; International Center for Transitional Justice (ICTJ) ; International Rescue Committee (IRC) ; Norwegian Refugee Council (NRC) ; Organisation pour la Défense des Droits de l'Enfant (ODDE) International ; Oxfam International ; Pax Christi (Section Allemande) ; Première Urgence ; Refugees International (RI) ; Réseau Foi et Justice Afrique-Europe (AEFJN) ; Secours Catholique – Caritas France ; Witness.